A°. 1892  N°. 34.

PUBLICATIE-BLAD.

BESCHIKKING

van den 1en December 1892 No. 725,

waarbij de opneming in het Publicatie-blad wordt bevolen van het op den 4en Juli 1891 te Weenen gesloten verdrag, met slotprotocol, wegens de uitwisseling van pakketten met de post, en de vertaling daarvan.

DE GOUVERNEUR van Curaçao,

Herlezen hebbende de missive dd. 19 April d. j. Lett. A3. No. 32—87 van den Minister van Kolonien, ten geleide strekkende van het op den 4en Juli 1891 te Weenen gesloten verdrag, met slotprotocol, wegens de uitwisseling van pakketten met de post,- en de vertaling daarvan, met opdracht die in het Publicatie blad te doen opnemen.

Heeft de opneming daarvan in het Publicatie-blad bevolen.

Willemstad, den 1en December 1892.

BARGE.

De Gouvernements Secretaris,
HELLMUND.

Uitgegeven den 14n. December 1892.
De Gouvernements Secretaris,
HELLMUND.

UNION POSTALE UNIVERSELLE.

CONVENTION

CONCERNANT

l'échange des colis postaux

CONCLUE ENTRE

l'Allemagne, la République Argentine, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, le Brésil, la Bulgarie, le Chili, la République de Colombie, la République de Costa-Rica, le Danemark et les Colonies Danoises, l'Égypte, l'Espagne, la France et les Colonies Françaises, la Grèce, l'Italie, la République de Libéria, le Luxembourg, le Monténégro, la Norvège, le Paraguay, les Pays-Bas et les Colonies Néerlandaises, le Portugal et les Colonies Portugaises, la Roumanie, le Salvador, la Serbie, le Royaume de Siam, la Suède, la Suisse, la Régence de Tunis, la Turquie, l'Uruguay et les États-Unis de Vénézuela.

Les soussignés, plénipotentiaires des Gouvernements des pays cidessus énumérés, vu l'article 19 de la Convention principale, ont d'un commun accord et sous réserve de ratification, arrêté la Convention suivante:

Article 1.

1 Il peut être expédié, sous la dénomination de colis postaux, de l'un des pays mentionnés ci-dessus pour un autre de ces pays, des colis avec ou sans valeur déclarée jusqu'a concurrence de 5 kilogrammes. Ces colis peuvent être grevés de remboursement.

Par exception, il est loisible à chaque pays :

a. de limiter à 3 kilogrammes le poids des colis à admettre son service;

b. de ne pas se charger des colis avec déclaration de valeur, des colis grevés de remboursement, ni des colis encombrants.

Chaque pays fixe, en ce qui le concerne, la limite supérieure de la déclaration de valeur et du remboursement, laquelle ne peut, en aucun cas, descendre au-dessous de 500 francs.

Dans les relations entre deux ou plusieurs pays qui ont adopté des maxima différents, c'est la limite la plus basse qui doit être réciproquement observée.

2. Le Règlement d'exécution détermine les autres conditions auxquelles les colis sont admis au transport, et définit notamment les colis qui doivent être considérés comme encombrants.

Article 2.

1. La liberté du transit est garantie sur le territoire de chacun des pays adhérents, et la responsabilité des Offices

qui participent au transport est engagée dans les limites déterminées par l'article 13 ci-après.

2. A moins d'arrangement contraire entre les Offices intéressés, la transmission des colis postaux échangés entre pays non limitrophes s'opère à découvert.

Article 3.

1. L'Administration du pays d'origine est redevable, envers chacune des Administrations participant au transit territorial, d'un droit de 50 centimes par colis.

2. En outre, s'il y a un ou plusieurs transports maritimes, l'Administration du pays d'origine doit à chacun des Offices dont les services participent au transport maritime un droit dont le taux est fixe, par colis, savoir :

à 25 centimes, pour tout parcours n'excédant pas 500 milles marins ;

à 50 centimes, pour tout parcours supérieur à 500 milles marins, mais n'excédant pas 1000 milles marins ;

à 1 franc, pour tout parcours supérieur à 1000 milles marins, mais n'excédant pas 3000 milles marins ;

à 2 francs, pour tout parcours supérieur à 3000 milles marins, mais n'excédant pas 6000 milles marins ;

à 3 francs, pour tout parcours supérieur à 6000 milles marins.

Ces parcours sont calculés, le cas échéant, d'après la distance moyenne entre les ports respectifs des deux pays correspondants.

3. Pour les colis encombrants, les bonifications fixées par les paragraphes 1 et 2 précédents sont augmentées de 50 p. %.

4. Indépendamment de ces frais de transit, l'Administration du pays d'origine est redevable, à titre de droit d'assurance pour les colis avec valeur déclarée, envers chacune des Administrations participant au transit territorial ou maritime avec responsabilité, d'un droit proportionnel égal à celui perçu pour les lettres avec valeur déclarée.

Article 4.

L'affranchissement des colis postaux est obligatoire.

Article 5.

1. La taxe des colis postaux se compose d'un droit comprenant, pour chaque colis, autant de fois 50 centimes, ou l'équivalent dans la monnaie respective de chaque pays, qu'il y a d'Offices participant au transport territorial avec addition, s'il y a lieu, du droit maritime prévu par le § 2 de l'article 3 précédent et des taxes et droits mentionnés dans les paragraphes ci-après. Les équivalents sont fixés par le Règlement d'exécution.

2. Les colis encombrants sont soumis á une taxe additionnelle de 50 pr. % qui est arrondie, s'il y a lieu, par 5 centimes.

3. Pour les colis avec valeur déclarée, il est ajouté un droit d'assurance égal à celui qui est perçu pour les lettres avec valeur déclarée.

4. Il est perçu, sur l'expéditeur d'un colis grevé de remboursement, une taxe spéciale qui ne peut pas dépasser 20 centimes par fraction indivisible de 20 francs du montant du remboursement.

L'Office d'origine bonifie à l'Office de destination un demi pour cent du montant de chaque remboursement, en forçant les fractions de demi-décime (5 centimes) au demi-décime entier. La quote-part de l'Office destinataire ne doit jamais être inférieure à 10 centimes par remboursement.

5. Comme mesure de transition, chacun des pays contractants a la faculté d'appliquer aux colis postaux provenant ou à destination de ses bureaux une surtaxe de 25 centimes par colis.

Exceptionellement, cette surtaxe peut être élevée à 75 centimes au maximum pour la Republique Argentine, le Brésil, le Chili, la Colombie, les Colonies Néerlandaises, le Paraguay, la Perse, Salvador, Siam, la Suède, la Turquie d'Asie, l'Uruguay et le Vénézuéla.

6. Le transport entre la France continentale, d'une part, l'Algérie et la Corse, de l'autre, donne également lieu à une surtaxe de 25 centimes par colis.

7. L'envoyeur d'un colis postal peut obtenier un avis de réception de cet objet, en payant d'avance un droit fixe de 25 centimes au maximum. Ce droit est acquis en entier à l'Administration du pays d'origine.

Article 6.

L'Office expéditeur bonifie pour chaque colis:

a. à l'Office destinataire, 50 centimes, avec addition s'il y a lieu, des surtaxes prévues aux paragraphes 2, 5 et 6 de l'article 5 précédent, de la quote-part du droit de remboursement fixée au paragraphe 4 de cet article, et d'un droit de 5 centimes pour chaque somme de 300 francs ou fraction de 300 francs de valeur déclarée ;

b. éventuellement, à chaque Office intermédiaire, les droits fixés par l'article 3.

Article 7.

Il est loisible au pays de destination de percevoir, pour le factage et pour l'accomplissement des formalités en douane, un droit dont le montant total ne peut pas excéder 25 centimes par colis. Sauf arrangement contraire entre les Offices intéressés cette taxe est perçue du destinataire au moment de la livraison du colis.

Article 8.

1. Les colis sont, à la demande des expéditeurs, remis à domicile par un porteur spécial immédiatement après leur arrivée, dans les pays de l'Union dont les Administrations conviennent de se charger de ce service dans leurs relations réciproques.

Des envois, qui sont qualifiés "exprès", sont soumis à une taxe spéciale ; cette taxe est fixée à 50 centimes et doit être entièrement acquittée d'avance par l'expéditeur, en sus du port ordinaire, que le colis puisse, ou non, être remis au destinataire ou seulement signalé par exprès dans le pays de destination. Elle fait partie des bonifications dévolues à ce pays.

2. Lorsque le colis est destiné à une localité dépourvue de bureau de poste, l'Office destinataire peut percevoir, pour la remise du colis ou pour l'avis invitant le destinataire à venir le retirer, une taxe supplémentaire pouvant s'élever jusqu'à concurrence du prix fixé pour la remise par exprès dans son service intérieur, déduction faite de la taxe fixe payée par l'expéditeur ou de son équivalent dans la monnaie du pays, qui perçoit cette taxe supplémentaire.

3. La remise ou l'envoi d'un avis d'invitation au destinateire n'est essayé qu'une seule fois. Après un essai infructueux, le colis cesse d'être considéré comme exprès et sa remise s'effectue dans les conditions requises pour les colis ordinaires.

4. Si un colis de l'espèce est, par suite de changement de domicile du destinataire, réexpédié à un autre pays sans que la remise par expres ait été tentée, la taxe fixe payée par l'expéditeur est bonifiée au nouveau pays de destination, si celui-ci a consenti à se charger de la remise par exprès ; dans le cas contraire, cette taxe reste acquise à l'Office du pays de la première destination, de même qu'en ce qui concerne les colis tombés en rebut.

Article 9.

1. Les colis auxquels s'applique la présente Convention ne peuvent être frappés d'aucun droit postal autre que ceux prévus par les articles 3, 5 et 7 précédents et par l'article 11 ci-après.

2. Les droits de douane doivent être acquittés par les destinataires des colis. Toutefois, dans les relations entre Offices qui se sont mis d'accord à cet égard, les expéditeurs peuvent prendre à leur charge les droits dont il s'agit, moyennant déclaration préalable au bureau de départ. Dans ce cas, ils doivent payer successivement, sur la demande qu'en fera le bureau de destination, les sommes indiquées par ce dernier.

Article 10.

1. L'expéditeur d'un colis postal peut le faire retirer du service ou en faire modifier l'adresse aux conditions et sous les réserves déterminées pour les correspondances par l'article 9 de la Convention principale avec cette addition que, si l'expéditeur demande le renvoi ou la réexpédition d'un colis, il est tenu à garantir d'avance le paiement du port dû pour la nouvelle transmission.

2. Chaque Administration est autorisée à restreindre le droit de modification d'adresse aux colis dont la déclaration de valeur ne dépasse pas 500 francs.

Article 11.

1. La réexpédition d'un pays sur un autre de colis postaux, par suite de changement de résidence des destinataires, ainsi que le renvoi des colis postaux tombés en rebut, donne lieu à la perception supplémentaire des taxes fixées par les § § 1, 2, 3, 5 et 6 de l'article 5, à la charge des destinataires, ou, le cas échéant, des expéditeurs, sans préjudice du remboursement des droits de douane ou autres frais spéciaux (frais de magasinage, frais de formalités en douane, etc.).

2. En cas de réexpédition d'un colis grevé de remboursement, la quote-part du droit de remboursement, à bonifier par l'Office d'origine à l'Office de la première destination, doit être attribuée par ledit Office à celui de la destination définitive.

Article 12.

1. Il est interdit d'expédier par la voie de la poste des colis contenant, soit des lettres ou des notes ayant le caractère de correspondance, soit des objets dont l'admission n'est pas autorisée par les lois ou règlements de douane ou autres. Il est également interdit d'expédier des espèces monnayées, des matières d'or et d'argent et d'autres objets précieux, dans les colis sans valeur déclarée à destination des pays qui admettent la déclaration de valeur. Toutefois, il est permis d'insérer dans l'envoi la facture ouverte réduite aux énonciations constitutives de la facture.

2. Dans le cas où un colis tombant sous l'une de ces prohibitions est livré par l'une des Administrations de l'Union à une autre Administration de l'Union, celle-ci procède de la manière et dans les formes prévues par sa législation et par ses règlements intérieurs.

Article 13.

1. Sauf le cas de force majeure, lorsqu'un colis postal a eté perdu, spolié ou avarié, l'expéditeur et, à défaut ou sur la demande de celui ci, le destinataire a droit à une indemnité correspondant au montant réel de la perte ou de l'avarie, sans toutefois que cette indemnité puisse dépasser, pour les colis

ordinaires, 15 francs ou 25 francs suivant que leur poids n'excède pas ou excède trois kilogrammes, et pour les colis avec valeur déclarée, le montant de cette valeur.

L'expéditeur d'un colis perdu a, en outre, droit à la restitution des frais d'expédition.

2. Les pays disposés à se charger des risques pouvant dériver du cas de force majeure sont autorisés à prélever de ce chef, sur les colis avec valeur déclarée, une surtaxe dans les conditions déterminées par l'article 11, § 2 de l'Arrangement concernant l'échange des lettres et boîtes de valeur déclarée.

3. L'obligation de payer l'indemnité incombe à l'Administration dont relève le bureau expediteur. Est réservé à cette Administration le recours contre l'Administration responsable, c'est-à-dire contre l'Administration sur le territoire ou dans le service de laquelle la perte, spoliation ou avarie a eu lieu.

Dans le cas où l'Office responsable aurait notifié à l'Office expéditeur de ne point effectuer le paiement, il devrait rembourser à ce dernier Office les frais qui seraient la conséquence du non-paiement.

4. Jusqu'à preuve du contraire, la responsabilité incombe à l'Administration qui, ayant reçu le colis sans faire d'observation, ne peut établir ni la délivrance au destinataire ni, s'il y a lieu, la transmissión régulière à l'Administration suivante.

5. Le paiement de l'indemnité par l'Office expéditeur doit avoir lieu le plus tôt possible et, au plus tard, dans le délai d'un an à partir du jour de la réclamation. L'Office responsable est tenu de rembourser sans retard á l'Office expéditeur, le montant de l'indemnité payée par celui-ci.

6. Il est entendu que la réclamation n'est admise que dans le délai d'un an à partir du dépôt du colis à la poste; passé ce terme, le réclamant n'a droit à aucune indemnité.

7. Si la perte ou l'avarie a eu lieu en cours de transport entre les bureaux d'échange de deux pays limitrophes, sans qu'il soit possible d'établir sur lequel des deux territoires le fait s'est accompli, les deux Administrations en cause supportent le dommage par moitié.

8. Les Administrations cessent d'être responsables des colis postaux dont les ayants droit ont pris livraison.

Article 14

Toute déclaration frauduleuse de valeur supérieure à la valeur réelle du contenu d'un colis est interdite. En cas de déclaration frauduleuse de cette nature, l'expéditeur perd tout droit à une indemnité, sans préjudice des poursuites judiciaires que peut comporter la législation du pays d'origine.

Article 15.

Chaque Administration peut, dans des circonstances extraordinaires qui sont de nature à justifier la mesure, suspendre temporairement le service des colis postaux d'une manière générale ou partielle, à la condition d'en donner immédiatement avis, au besoin par le télégraphe, à l'Administration ou aux Administrations intéressées.

Article 16.

La législation intérieure de chacun des pays contractants demeure applicable en tout ce qui n'est pas prévu par les stipulations contenues dans la présente Convention.

Article 17.

1. Les stipulations de la presente Convention ne portent pas restriction au droit des parties contractantes de maintenir et de conclure des conventions spéciales, ainsi que de maintenir et d'établir des unions plus restreintes, en vue de l'amélioration du service des colis postaux.

2. Toutefois les Offices des pays participant à la presente Convention, qui entretiennent un échange de colis postaux avec des pays non contractants, admettent tous les autres Offices participants à profiter de ces relations pour l'échange des colis postaux avec ces derniers pays.

Article 18.

1. Les pays de l'Union postale universelle qui n'ont point pris part à la présente Convention sont admis à y adhérer sur leur demande et dans la forme prescrite par l'article 24 de la Convention principale, en ce qui concerne les adhésions à l'Union postale universelle.

2. Toutefois, si le pays qui désire adhérer à la présente Convention réclame la faculté de percevoir une surtaxe superieure à 25 centimes par colis, le Gouvernement de la Confédération suisse soumet la demande d'adhésion à tous les pays contractants. Cette demande est considérée comme admise si, dans un délai de six mois, aucune objection n'a été présentée.

Article 19.

Les Administrations des postes des pays contractants désignent les bureaux ou localités qu'elles admettent à l'échange international des colis postaux; elles règlent le mode de transmission de ces colis et arrêtent toutes les autres mesures de détail et d'ordre nécessaires pour assurer l'exécution de la présente Convention.

Article 20.

La présente Convention est soumise aux conditions de revision déterminées par l'article 25 de la Convention principale.

Article 21.

1. Dans l'intervalle qui s'écoule entre les réunions prévues à l'article 25 de la Convention principale toute Administration des postes d'un des pays contractants a le droit d'adresser aux autres Administrations participantes, par l'intermédiaire du Bureau international, des propositions concernant le service des colis postaux.

2. Toute proposition est soumise au procédé déterminé au § 2 de l'article 26 de la Convention principale.

3. Pour devenir exécutoires ces propositions doivent réunir, savoir.

a. l'unanimité des suffrages, s'il s'agit de l'addition de nouveaux articles, de la modification du présent article ou des dispositions des articles 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 12, 13, 14, 15, 20 et 22 de la présente Convention :

b. les deux tiers des suffrages, s'il s'agit de la modification des dispositions de la présente Convention autres que celles des articles précités et du présent article ;

c. la simple majorité absolue, s'il s'agit de l'interprétation des dispositions de la présente Convention, sauf le cas de litige prévu à l'article 23 de la Convention principale.

4. Les résolutions valables sont consacrées, dans les deux premiers cas, par une déclaration diplomatique, et dans le troisième cas, par une notification administrative, selon la forme indiquée à l'article 26 de la Convention principale.

Toute modification ou résolution n'est exécutoire que deux mois au moins après sa notification.

Article 22.

1. Le présente Convention sera mise à exécution le 1er juillet 1892.

2. Elle aura la même durée que la Convention principale, sans préjudice du droit laissé à chaque partie contractante de se retirer de cette Convention moyennant un avis donné, un an à l'avance, par son Gouvernement au Gouvernement de la Confédération suisse.

3. Sont abrogées, à partir du jour de la mise à exécution de la présente Convention, toutes les dispositions convenues antérieurement entre les divers pays contractants ou entre leurs Administrations, pour autant qu'elles ne seraient pas conciliables avec les termes de la présente Convention, et sans préjudice des droits réservés par les articles 16 et 17 précédents.

4. La présente Convention sera ratifiée aussitôt que faire se pourra. Les actes de ratification seront échangés à Vienne.

En foi de quoi les plénipotentiaires des pays ci-dessus énu-

mérés ont signé la présente Convention à Vienne le quatre juillet mil huit cent quatre-vingt-onze.

Pour l'Allemagne:
dr. V. STEPHAN.
SACHSE.
FRITSCH.

Pour la République Argentine:
CÁRLOS CALVO.

Pour l'Autriche:
OBENTRAUT.
dr. HOFMANN.
dr. LILIENAU.
HABBERGER.

Pour la Hongrie:
P. HEIM.
S. SCHRIMPF.

Pour la Belgique:
LICHTERVELDE.

Pour le Brésil:
LUIZ BETIM PAES LEME.

Pour la Bulgarie:
P. M. MATTEEFF.

Pour le Chili:

Pour la République de Colombie:
G. MICHELSEN.

Pour la République de Costa-Rica:

Pour le Danemark et les Colonies Danoises:
LUND.

Pour l'Égypte:
Y. SABA.

Pour l'Espagne:
FEDERICO BAS.

Pour la France:
MONTMARIN.
J. DE SELVES.
ANSAULT.

Pour les Colonies Françaises:
G. GABRIÉ.

Pour la Grèce:
J. GEORGANTAS.

Pour l'Italie:
EMIDIO CHIARADIA.
FELICES SALIVETTO.

Pour la République de Libéria:
BN. DE STEIN.
W. KOENTZER.
C. GOEDELT.

Pour le Luxembourg:
MONGENAST.

Pour le Monténégro:
OBENTRAUT.
dr. HOFFMAN.
dr.LILIENAU.
HABBERGER.

Pour la Norvège:
THR. HEYERDAHL.

Pour le Paraguay:

Pour les Pays-Bas:
HOFSTEDE.
baron VAN DER FELTZ.

Pour les Colonies Néerlandaises:
JOHS. J. PERK.

Pour le Portugal et les Colonies Portugaises:
GUELHERMINO AUGUSTO DE BARROS.

Pour la Roumanie:
colonel A. GORJEAN.
S. DIMITRESCU.

Pour le Salvador:
LOUIS KEHLMANN.

Pour la Serbie:
SVETOZAR I. GVOZDITCH.
ET. W. POPOVITCH.

Pour le Royaume de Siam:
LUANG SURIYA NUVATR.
H. KEUCHENIUS.

Pour la Suède:
E. VON KRUSENSTJERNA.

Pour la Suisse:
ED. HÖHN.
C. DELESSERT.

Pour la Régence de Tunis:
MONTMARIN.

Pour la Turquie:
E. PETACCI.
A. FAHRI.

Pour l'Uruguay:
FEDERICO SUSVIELA GUARCH.
JOSE G. BUSTO.

Pour les États-Unis de Vénézuéla:
CARLOS MATZENAUER.

UNION POSTALE UNIVERSELLE.

Protocole Final.

Au moment de procéder à la signature de la Convention conclue à la date de ce jour, relativement à l'échange des colis postaux, les plenipotentiaires soussignés sont convenus de ce qui suit:

Tout pays où la poste ne se charge pas actuellement du transport des petits colis et qui adhère à la Convention susmentionnée, aura la faculté d'en faire exécuter les clauses par les entreprises de chemins de fer et de navigation. Il pourra en même temps limiter ce service aux colis provenant ou à destination de localités desservies par ces entreprises.

L'Administration postale de ce pays devra s'entendre avec les entreprises dé chemins de fer et de navigation pour assurer la complète exécution, par ces dernières, de toutes les clauses de la Convention, spécialement pour organiser le service d'échange à la frontière.

Elle leur servira d'intermédiaire pour toutes leurs relations avec les Administrations postales des autres pays contractants et avec le Bureau international.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ci-dessous ont dressé le présent Protocole final, qui aura la même force et la même valeur que si les dispositions qu'il contient étaient insérées dans la Convention, et ils l'ont signé sur un exemplaire qui restera déposé aux Archives du Gouvernement autrichien et dont une copie sera remise á chaque partie.

Vienne, le quatre juillet mil huit cent quatre-vingt-onze.

Pour l'Allemagne:
dr. V. STEPHAN.
SACHSE.
FRITSCH.

Pour la République Argentine:
CÁRLOS CALVO.

Pour l'Autriche:
OBENTRAUT.
dr. HOFMANN.
dr. LILIENAU.
HABBERGER.

Pour la Hongrie:
P. HEIM.
S. SCHRIMPF.

Pour la Belgique:
LICHTERVELDE.

Pour le Brésil:
LUIZ BETIM PAES LEME.

Pour la Bulgarie:
P. M. MATTEEFF

Pour le Chile:

Pour la République de Colombie:
G. MICHELSEN.

Pour la République de Costa Rica:

Pour le Danemark et les Colonies Danoises:
LUND.

Pour l'Egypte:
Y. SABA.

Pour l'Espagne:
FEDERICO BAS.

Pour la France:
MONTMARIN.
I. DE SELVES.
ANSAULT.

Pour les Colonies Françaises:
G. GABRIÉ.

Pour la Grèce:
I. GEORGANTAS.

Pour l'Italie :
EMIDIO CHIARADIA.
FELICE SALIVETTO.
Pour la République de Libéria :
BN. DE STEIN.
W. KOENTZER.
C. GOEDELT.
Pour le Luxembourg :
MONGENAST.
Pour le Monténégro :
OBENTRAUT.
dr. HOFMANN.
dr. LINIENAU.
HABBERGER.
Pour le Norvège :
THB. HEYERDAHL.
Pour le Paragnay :

Pour les Pays-Bas :
HOFSTEDE.
baron VAN DER FELTZ.
Pour les Colonies Néerlandaises:
JOHS. J. PERK.
Pour le Portugal et les Colonies Portugaises :
GUELHERMINO AUGUSTO DE BARROS.

Pour la Roumanie :
COLONEL A. GORGEAN
S. DIMITRESCU.
Pour le Salvador :
LOUIS KEHLMAN.
Pour la Serbie :
SVETOZAR J. GVOZDITCH.
ET. W. POPOVITCH.
Pour le Royaume de Siam :
LUANG SURIYA NUVATR.
H. KEUCHENIUS.
Pour la Suède :
E. VON KRUSENSTJERNA.
Pour la Suisse :
ED. HÖHN.
C. DELESSERT.
Pour la Régence de Tunis :
MONTMARIN.
Pour la Turquie :
E. PETACCI.
A. FAHRI.
Pour l'Uruguay :
FEDERICO SUSVIELA GUARCH.
JOSE G. BUSTO.
Pour les États-Unis de Vénézuéla.
CARLOS MATZENAÚER.

VERTALING.

Algemeene postvereeniging.

VERDRAG

WEGENS

DE UITWISSELING VAN PAKKETTEN MET DE POST,

GESLOTEN TUSSCHEN

Duitschland, de Argentijnsche Republiek, Oostenrijk-Hongarije, België, Brazilië, Bulgarije, Chili, de Republiek Columbia, de Republiek Costa-Rica, Denemarken en de Deensche koloniën, Egypte, Spanje, Frankrijk en de Fransche koloniën, Griekenland, Italië, de Republiek Liberia, Luxemburg, Montenegro, Noorwegen, Paraguay, Nederland en de Nederlandsche koloniën, Portugal en de Portugeesche koloniën, Roumanië, Salvador, Servië, het Koninkrijk Siam, Zweden, Zwitserland, het Regentschap Tunis, Turkije, Uruguay en de Vereenigde Staten van Venezuela.

De ondergeteekenden, gevolmachtigden van de hierboven genoemde landen, gezien art. 19 van het Hoofdverdrag, hebben, in gemeen overleg en onder voorbehoud van nadere bekrachtiging, het navolgende Verdrag vastgesteld:

Artikel 1.

1. Onder de benaming van voorwerpen der pakketpost kunnen van het eene naar het andere der bovenvermelde landen worden verzonden pakketten met of zonder aangifte van waarde, het gewicht van 5 Kilogrammen niet te boven gaande. Deze paketten kunnen met een van den geadresseerde in te vorderen bedrag worden belast.

Bij uitzondering staat het aan ieder land vrij;

a. het gewicht der in zijn dienst toe te laten pakketten te beperken tot 3 kilogrammen;

b. zich niet te belasten met pakketten met aangegeven waarde, verreken-pakketten of hinderlijke pakketten.

Ieder land bepaalt voor zichzelf de hoogste aangegeven waarde en het hoogste verrekenbedrag, dat in geen geval minder dan 500 francs zal mogen bedragen.

In het verkeer tusschen twee of meer landen, die verschillende maxima hebben aangenomen, moet het laagste bedrag over en weder worden in acht genomen.

2. Bij het Reglement tot uitvoering worden de overige voorwaarden vastgesteld, waarop de pakketten voor de verzending zijn toegelaten en wordt mede bepaaldelijk omschreven, welke pakketten als hinderlijk behooren te worden beschouwd.

Artikel 2.

1. Over het grondgebied van elk der toegetreden landen is vrijheid van transit gewaarborgd, en de Officiën, die aan het vervoer deelnemen, zijn verantwoordelijk binnen de grenzen, door art 13 hierna gesteld.

2. Tenzij daaromtrent tusschen de belanghebbende Officiën anders is overeengekomen, worden de pakketten tusschen landen, die niet aan elkander grenzen, stuksgewijze uitgeleverd.

Artikel 3.

1. De Administratie van het land van oorsprong is aan elk der Administratiën, die aan het vervoer over land deelnemen, een recht van 50 centimes per pakket verschuldigd.

2. In geval van vervoer over zee, hetzij eenmaal of meer dan eenmaal, is door de Administratie van het land van oorsprong daarenboven aan elk der Officiën met de diensten waarvan het vervoer over zee geschiedt, een recht verschuldigd, dat, per pakket, is vastgesteld als volgt:

op 25 centimes, voor elk vervoer over eenen afstand van niet meer dan 500 zeemijlen;

op 50 centimes, voor elk vervoer over eenen afstand boven de 500, tot en met 1000 zeemijlen;

op 1 frank, voor elk vervoer over eenen afstand boven de 1000 tot en met 3000 zeemijlen;

op 2 franken, voor elk vervoer over eenen afstand boven de 3000 tot en met 6000 zeemijlen;

op 3 franken, voor elk vervoer over eenen grooteren afstand dan 6000 zeemijlen.

In voorkomende gevallen wordt, voor het vervoer over zee, de gemiddelde afstand tusschen de havens der twee met elkander in betrekking staande landen gerekend.

3. Voor de hinderlijke pakketten worden de bij de voorafgaande paragrafen 1 en 2 vastgestelde vergoedingen vermeerderd met 50 ten honderd.

4. Behalve deze kosten van vervoer, is door de Administratie van het land van oorsprong, als recht van verzekering voor de pakketten met aangegeven waarde, aan elk der Administratiën, die aan het vervoer over land of over zee onder verantwoordelijkheid deelnemen, een evenredig recht te vergoeden, gelijk aan dat, hetwelk voor de brieven met aangegeven waarde bepaald is.

Artikel 4.

De frankeering der pakketten is verplichtend.

Artikel 5.

1. Het port der pakketten bestaat uit een recht, dat, voor elk pakket, zooveel malen 50 centimes of de naastbijkomende waarde in de munt van elk land bedraagt, als er Officiën

aan het vervoer over land deelnemen, met bijvoeging, waar het te pas komt, van het recht voor het vervoer over zee, bedoeld bij § 2 van art. 3 bovengemeld, en van de porten en rechten in de hiernavolgende paragrafen vermeld. De naastbijkomende muntwaarden worden in het Reglement van uitvoering vastgesteld.

2. De hinderlijke pakketten zijn onderworpen aan een aanvullingsport van 50 ten honderd, zoo noodig af te ronden tot 5 centimes.

3. De pakketten met aangegeven waarde zijn boven het port aan een recht van verzekering onderworpen, gelijk aan dat, hetwelk voor de brieven met aangegeven waarde geheven wordt.

4. Van den afzender van een verrekenpakket wordt een bijzonder recht geheven, dat 20 centimes van elke 20 francs of gedeelte van 20 francs van het in te vorderen bedrag niet kan te boven gaan.

Het Officie van het land van oorsprong vergoedt aan het Officie van het land van bestemming een half ten honderd van elk verrekenbedrag, met aanvulling van de breuken van 5 centimes tot het volle bedrag van 5 centimes. Het aandeel van het Officie van bestemming is nimmer lager dan 10 centimes voor elk verrekenbedrag.

6. Als maatregel van overgang, is elk der contracteerende landen bevoegd om de pakketten, afkomstig van of bestemd voor zijne kantoren, met een verhoogd port van 25 centimes per pakket te belasten.

Bij uitzondering mag dat verhoogde port, wat de Argentijnsche Republiek, Brazilië, Chili, Columbia, de Nederlandsche koloniën, Paraguay, Perzië, Salvador, Siam, Aziatisch Turkije, Uruguay, Zweden en Venezuela betreft, ten hoogste 75 centimes bedragen.

6. Voor het vervoer tusschen het vaste land van Frankrijk, ter eene, en Algerië en Corsica ter andere zijde, wordt eveneens een verhoogd port van 25 centimes per pakket geheven.

7. Door vooruitbetaling van een recht van ten hoogste 25 centimes, kan de afzender van een pakket daarvan een bericht van ontvang erlangen. Dit recht blijft geheel ten voordeele van de Administratie van het land van oorsprong.

Artikel 6.

Het Officie van afzending vergoedt voor elk pakket:

a. aan het Officie van bestemming 50 centimes, met bijvoeging, voor zooveel het te pas komt, van de verhoogde porten, bedoeld bij de §§ 2, 5 en 6 van het voorafgaand artikel 5; van het aandeel in het recht van verrekening, bedoeld bij § 4 van dit artikel, en van het recht van 5 centimes voor iedere 300 francs of gedeelte van 300 francs aangegeven waarde;

b. in voorkomende gevallen, aan elk tusschenbeide liggend Officie, de bij art. 3 bepaalde rechten.

Artikel 7.

Het staat aan het land van bestemming vrij om voor de bestelling en voor de inklaring en vrijmaking een rècht te heffen, waarvan het gezamenlijk bedrag 25 centimes per pakket niet mag te boven gaan.

Tenzij daaromtrent tusschen de belanghebbende Officiën anders is overeengekomen, wordt dit recht, bij de afgifte van het pakket, van den geadresseerde ingevorderd.

Artikel 8.

1. In de landen der Vereeniging, wier Administratiën zich in hunne wederzijdsche betrekkingen met dien dienst belasten, geschiedt, op verzoek van de afzenders, de bestelling der pakketten, onmiddelijk na aankomst, door eenen opzettelijk daarmede te belasten persoon.

Deze zendingen, *expresse* zendingen genoemd, zijn onderworpen aan een bijzonder recht; dit recht bedraagt 50 centimes en moet, boven het gewone port, door den afzender in zijn geheel bij vooruitbetaling worden voldaan, onverschillig of in het land van bestemming het pakket, dan wel slechts het bericht van aankomst van het pakket *per expresse* bij den geadresseerde wordt bezorgd. Dit recht maakt deel uit van de aan dit land toegekende vergoedingen.

2. Wanneer het pakket bestemd is voor eene plaats, waar geen postkantoor is gevestigd, mag het land van bestemming voor de bestelling van het pakket of van het bericht, waarbij de geadresseerde wordt uitgenoodigd, om het te komen afhalen, een nader recht heffen, gelijkstaande met het loon, dat in het binnenlandsch verkeer voor de expressebestelling is vastgesteld, na aftrek van het vaste recht, dat door den afzender is betaald, of van het daarmede overeenstemmend bedrag in de munt van het land, hetwelk het nader recht heft.

3. De bestelling of de toezending van eene uitnoodiging tot afhalen wordt slechts eenmaal gedaan. Is dit zonder gevolg gebleven, dan wordt het pakket verder niet meer als expresse-zending beschouwd, en geschiedt de bestelling op dezelfde wijze als die der gewone pakketten.

4. Indien een pakket, als in dit artikel bedoeld, ten gevolge van verandering van woonplaats van den geadresseerde, naar een ander land wordt gezonden, zonder dat expressebestelling werd beproefd, wordt het door den afzender betaalde vaste recht aan het nieuwe land van bestemming te goed gedaan, indien dit laatste zich met expressebestelling belast; in het tegenovergestelde geval behoudt het officie van het land van eerste bestemming het recht, zooals mede geschiedt ten opzichte van de in *rebut* gevallen pakketten.

Artikel 9.

1. De pakketten, waartoe het tegenwoordig Verdrag betrekking heeft, mogen met geen ander recht van wege de posterijen belast woren, dan met dat, bedoeld bij de voorafgaande artt. 3, 5 en 7, en art. 11 hierachter.

2. De invoerrechten moeten door de geadresseerden der pakketten worden betaald.

Nochtans kunnen, in het verkeer tusschen de officiën, die daaromtrent zijn overeengekomen, de afzenders de hierbedoelde rechten voor hunne rekening nemen, indien zij vooraf hun wensch daartoe aan het kantoor van afzending te kennen geven. In dat geval moeten zij later, op aanvrage van het kantoor van bestemming, het door dat kantoor opgegeven bedrag betalen.

Artikel 10.

1. De afzender van een pakket kan dit terugvorderen of het adres er van doen wijzigen, op de voorwaarden en met het voorbehoud, vastgesteld bij art. 9 van het Hoofdverdrag voor de brieven en andere stukken, met dien verstaande, dat, indien de afzender terugzending of verzending aan een nader adres verlangt van een pakket, hij gehouden is borg te blijven voor de betaling van het voor de niéuwe verzending verschuldigde port.

2. Elke Administratie kan verlangen, dat het recht tot wijziging van het adres worde beperkt tot de pakketten, waarvan de aangegeven waarde het bedrag van 500 francs niet te boven gaat.

Artikel 11.

1. Wegens de verzending der pakketten met nader adres van het eene land naar het andere, ten gevolge van verandering van woonplaats der geadresseerden, alsmede wegens de terugzending der in rebut gevallen pakketten, geschiedt opnieuw eene heffing van de porten, bedoeld bij §§ 1, 2, 3, 5, en 6 van art. 5, ten laste der geadresseerden of, in voorkomende gevallen, ten laste van de afzenders, onverminderd de teruggave der betaalde invoerrechten of andere bijzondere kosten (bewaringskosten, kosten van inklaring en vrijmaking, enz.)

2. Bij verzending aan een nieuw adres van een pakket met verrekening, moet het door het Officie van oorsprong aan het Officie der eerste bestemming te vergoeden aandeel in het recht voor de verrekening door dit laatste Officie aan dat der nieuwe bestemming worden tegoed gedaan.

Artikel 12.

1. Het is verboden met de post pakketten te verzenden, bevattende, hetzij brieven of schrifturen, die het kenmerk van briefwisseling dragen, hetzij voorwerpen, niet bij de wetten en reglementen, betreffende den in- en uitvoer of andere, toegelaten. Eveneens is het verboden om muntstukken, gouden en zilveren werken, of andere kostbaarheden te verzenden in pakketten zonder aangegeven waarde met bestemming naar landen, welke aangifte van waarde toelaten.

Nochtans is het geoorloofd de open factuur, alleenlijk de gewone opgave van een dergelijk stuk bevattende, in het pakket te sluiten.

2. Indien een pakket, waarop een dezer verbodsbepalingen van toepassing is, door een der Administratiën van de

Vereeniging aan eene andere wordt uitgeleverd handelt deze op de wijze en in den vorm, door hare wetgeving en binnenlandsche reglementen voorgeschreven.

Artikel 13.

1. Wanneer een pakket verloren geraakt, beroofd of beschadigd is, het geval van overmacht uitgezonderd, heeft de afzender en, bij gebreke of op het verzoek van dezen, de geadresseerde, recht op eene schadeloosstelling, gelijkstaande aan het werkelijk bedrag van het verlies of de schade; die schadeloosstelling kan echter voor de gewone pakketten, al naar gelang hun gewicht minder of meer dan 3 kilogrammen bedraagt, 15 francs of 25 francs, en voor die met aangegeven waarde, het bedrag dier waarde niet te boven gaan.

De afzender van een verloren pakket heeft daarenboven recht op de terugbetaling van de kosten van verzending.

2. De landen, bereid de kansen te loopen, die het gevolg kunnen zijn van vergoeding, ook voor het geval van overmacht, mogen uit dien hoofde, voor de pakketten met aangegeven waarde, een verhoogd recht heffen, op de wijze als is vastgesteld bij art. 11 § 2 van de Overeenkomst, betreffende de uitwisseling van brieven en doozen met aangegeven waarde.

3. De verplichting tot het uitbetalen der schadeloosstelling rust op de Administratie, waartoe het kantoor van afzending behoort. Aan deze blijft het verhaal op de verantwoordelijke Administratie voorbehouden, dat wil zeggen, op die Administratie, binnen het grondgebied of in den dienst waarvan het verlies, de berooving of de beschadiging heeft plaats gehad.

Indien het verantwoordelijke Officie aan het Officie van afzending mocht hebben te kennen gegeven, de betaling niet te doen plaats hebben, moet het aan dit laatste Officie de kosten vergoeden, welke uit de niet-betaling mochten voortvloeien.

4. Totdat het bewijs van het tegendeel is geleverd, rust de verantwoordelijkheid op de Administratie, welke het pakket, zonder aanmerking te maken, heeft in ontvang genomen, en noch de afgifte aan den geadresseerde, noch, waar dit te pas komt, de behoorlijke uitlevering aan de volgende Administratie kan aantoonen.

5. De betaling der schadeloosstelling door het Officie van afzending heeft zoo spoedig mogelijk plaats, en op zijn laatst, binnen den tijd van een jaar, te rekenen van den dag waarop de klacht is ingediend. Het verantwoordelijke Officie is gehouden om, zonder uitstel, aan het Officie van afzending het bedrag der door dat Officie gekweten schadeloosstelling terug te betalen.

6. De reclamatie wordt slechts toegelaten als zij is ingediend binnen den tijd van een jaar, te rekenen van den dag waarop het pakket ter post is bezorgd; na dien termijn heeft de reclamant geen recht op eenige schadeloosstelling.